

LE CYCLE VICIEUX DE LA FAIM



Food Banks
Canada

Banques
alimentaires
Canada

Défis et possibilités pour les personnes en situation d'insécurité alimentaire qui occupent un emploi selon les constatations du projet de recherche communautaire

CONTENU

CE QUE NOUS AVONS ENTENDU : UN APERÇU	03
Données démographiques des répondants	04
L'insécurité alimentaire chez les participants au projet	05
La cercle vicieux de la survie au détriment du progrès	08
LA CERCLE VICIEUX DE LA SURVIE AU DÉTRIMENT DU PROGRÈS	09
Le cycle de la faim	10
Autres facteurs qui empêchent les gens de s'en sortir	12
L'« emploi idéal » et les obstacles pour l'obtenir	14
1. Travail autonome et souplesse	14
2. Revenu fiable et stable	14
3. Proximité du travail et du transport	15
4. Work-life balance	16
5. Obstacles en matière d'éducation et de compétences	17
6. Manque de reconnaissance des qualifications non canadiennes	18
7. Besoins en matière de handicap et de santé	18
8. Dignité et épanouissement	19
9. Obstacles systémiques et pratiques d'emploi	20
10. Des espoirs pour l'avenir	20
Accès aux programmes gouvernementaux	21
LA VOIE À SUIVRE	23
Contrôler l'inflation et les impôts	23
Améliorer le soutien lié au travail	24
Élargir le soutien du revenu et éliminer les obstacles à l'accès	25
CONCLUSION	26
REMERCIEMENTS	27

CE QUE NOUS AVONS ENTENDU : UN APERÇU

« C'EST VRAIMENT DIFFICILE D'AVOIR UNE VUE D'ENSEMBLE QUAND ON ESSAIE JUSTE DE SURVIVRE. »

En 2024, Banques alimentaires Canada (BAC) a mené un projet de recherche communautaire en collaboration avec des personnes qui vivent de l'insécurité alimentaire malgré leur emploi. Ce groupe est un segment croissant, mais souvent négligé, de la population. En mettant l'accent sur les expériences vécues et en valorisant l'expertise communautaire, l'étude visait à mieux comprendre l'intersectionnalité des facteurs, les défis systémiques et les inégalités structurelles qui compliquent l'épanouissement de nombreuses personnes et poussent les travailleurs vers la crise. On suppose habituellement qu'un emploi procure de la stabilité, mais les résultats révèlent que de nombreux travailleurs continuent d'avoir des difficultés importantes à répondre à leurs besoins de base.

Cette étude a analysé en profondeur les principaux obstacles et défis auxquels font face les travailleurs qui vivent de l'insécurité alimentaire. Dans le cadre d'entrevues détaillées et de groupes de discussion, les participants ont fait part des difficultés auxquelles ils font face et de recommandations réfléchies de changement, ce qui nous offre une feuille de route efficace.

Outre la faim, les repas sautés et l'inaccessibilité des repas équilibrés en raison de contraintes financières, les participants ont rapporté des défis complexes et interreliés qui nuisent à leur accès aux mesures de soutien et à leur stabilité sur le marché du travail, et hors de celui-ci. Voici quelques exemples de défis :

- Écart entre le salaire et le coût de la vie : L'inflation dépasse les salaires, obligeant de nombreuses personnes à choisir entre leurs besoins de base, comme la nourriture, le logement et les soins de santé.
- Soutien gouvernemental inadéquat : De nombreuses personnes ne parviennent pas à obtenir l'aide dont elles ont besoin parce que les critères d'admissibilité et les processus de demande pour les programmes de soutien gouvernementaux sont souvent complexes et il est difficile de s'y retrouver.
- Obstacles à l'emploi : Le manque de services de garde d'enfants abordables, de services de transport et d'options de travail flexibles touche de façon disproportionnée les aidants, les personnes en situation de handicap et les résidents des régions rurales, ce qui limite leur accès à l'emploi et leur stabilité.
- Obstacles à l'emploi pour les professionnels formés à l'étranger : De nombreuses personnes qui ont suivi une formation à l'extérieur du Canada font face à de longs et coûteux processus d'accréditation pour faire reconnaître leurs titres de compétences ici. Pour cette raison, elles sont parfois sous-employées et en difficulté financière.
- Instabilité d'emploi : De nombreux travailleurs comptent sur les agences de recrutement temporaire pour leur recherche d'emploi. Ce travail est souvent précaire, pour de faibles salaires et aucun avantage.
- Obstacles systémiques et discrimination : Les participants font face à un éventail d'obstacles systémiques, y compris les préjugés des employeurs envers les personnes en situation de handicap, les barrières linguistiques, et le manque de responsabilisation dans les pratiques d'embauche, comme des mécanismes limités pour repérer, remettre en question ou éliminer les pratiques discriminatoires. Celles-ci affectent la stabilité financière et l'estime de soi des participants.

Voici quelques exemples de possibilités et de pistes d'action suggérées :

- Salaires viables.
- Contrôle des prix des produits de première nécessité et aucune taxe sur les biens essentiels.
- Formation et éducation accessibles, y compris la formation rémunérée et le perfectionnement des compétences.
- Meilleure communication sur les soutiens disponibles pour améliorer les possibilités d'emploi.

Dans l'ensemble, les participants souhaitent des emplois stables et équitables qui assurent l'épanouissement et des politiques gouvernementales qui éliminent les obstacles à l'emploi et offrent un soutien complet.

RECHERCHE COMMUNAUTAIRE

Afin de mieux comprendre la complexité de l'insécurité alimentaire chez les personnes qui occupent un emploi, nous avons utilisé une approche de recherche communautaire.

La recherche communautaire est une approche collaborative qui implique activement les membres de la communauté, les organisations et les chercheurs dans tous les aspects de l'étude. Elle valorise les connaissances et les expériences vécues des membres de la communauté, ce qui fait en sorte que la recherche est ancrée dans le contexte réel des personnes les plus touchées par la situation étudiée. Dans le contexte de l'insécurité alimentaire, la recherche communautaire aide à cerner les défis et les forces uniques d'une communauté, ce que les méthodes de recherche traditionnelles pourraient négliger ou ignorer. En interagissant directement avec les personnes qui vivent de l'insécurité alimentaire, l'étude peut proposer des solutions plus pertinentes, culturellement adaptées et durables qui répondent véritablement aux besoins de la communauté.



À l'aide d'une approche à méthodes mixtes qui comprenait des instruments de recherche qualitatifs et quantitatifs comme des sondages et des entrevues, des pairs chercheurs ont examiné comment les problèmes d'emploi et la hausse de l'inflation affectent les personnes vivant au Canada. Les conclusions sont tirées de l'analyse de 87 entrevues approfondies, de 90 sondages et de 83 notes de service des chercheurs. L'analyse tenait compte des commentaires sur l'expérience vécue pour aider les chercheurs à mieux comprendre la réalité des participants à la recherche. La collaboration avec des personnes qui comprennent réellement l'insécurité alimentaire, par leur expérience vécue ou par leur travail ou leur bénévolat dans des banques alimentaires locales, a permis de recueillir des renseignements précieux auprès des personnes les plus touchées par la recherche.

Les huit membres de l'équipe de pairs chercheurs, originaires de la Colombie-Britannique, de la Saskatchewan, de l'Alberta et de l'Ontario, ont vécu l'insécurité alimentaire ou ont travaillé ou fait du bénévolat pour des banques alimentaires dans leurs communautés respectives. Ils étaient passionnés par le projet et déterminés à contribuer à changer les choses. Leur expertise, leur diversité et leurs perspectives ont permis de mieux comprendre le sujet du projet. Les pairs chercheurs ont participé au recrutement, à la collecte de données et à certains aspects de l'analyse des données. Ils ont reçu de la rétroaction et des conseils continus dans le cadre de réunions virtuelles avec l'équipe de projet.

DONNÉES DÉMOGRAPHIQUES DES RÉPONDANTS

La majorité des participants à l'étude de recherche communautaire étaient des femmes (63 %); la plupart provenaient de l'Ontario (37 %), puis de la Colombie-Britannique (36 %), de l'Alberta (15 %), de la Saskatchewan (10 %) et du Yukon (1 %).

Parmi les répondants, 9 % s'identifient comme de nouveaux arrivants au Canada, 15 % ont déclaré être en situation de handicap, et 43 % ont besoin d'un régime alimentaire spécial.

Près de la moitié (48 %) ont déclaré n'avoir aucun enfant vivant à la maison; 37 % étaient mariés et 37 % étaient célibataires.

Près de la moitié (44 %) des participants à l'étude ont indiqué que leur plus haut niveau de scolarité était des études secondaires. La plupart ont déclaré occuper un emploi à temps plein (36 %); 14 % occupaient un emploi à temps partiel, 13 % étaient des travailleurs autonomes, 12 % occupaient un emploi de jour sur appel occasionnel et 7 % ont déclaré être au chômage de courte durée (moins d'un an). Un autre 7 % des répondants étaient sans emploi, et 3,3 % étaient sous contrat à long terme (plus d'un an). Plus de la moitié des participants (53 %) ont déclaré louer leur logement. Seulement 20 % étaient propriétaires. Les autres avaient un éventail d'autres conditions de logement ou préféraient ne pas répondre.

La grande majorité des répondants font partie de ménages en situation d'insécurité alimentaire modérée à grave. La plupart des répondants ont déclaré avoir des revenus faibles à moyens. Un peu plus de la moitié avaient un revenu annuel inférieur à 35 000 \$, et 30 % gagnaient entre 35 000 \$ et 55 000 \$. Les personnes qui appartiennent à ces quintiles de revenu sont plus susceptibles d'avoir recours à une banque alimentaire ou à un organisme semblable au cours des six prochains mois que les personnes des autres quintiles¹ (**voir le Tableau 1**).

¹ Statistique Canada. (15 août 2024). Près de la moitié des Canadiennes et Canadiens déclarent que la hausse des prix a une grande incidence sur leur capacité d'assumer leurs dépenses quotidiennes. *La Quotidien*. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/240815/dq240815b-fra.htm>

TABLEAU 1. Aperçu des renseignements sur les répondants dans le projet de recherche communautaire

CATÉGORIE DÉMOGRAPHIQUE	POURCENTAGE
PROVINCE	
Ontario	37
C.-B.	36
Alberta	15
Saskatchewan	10
Yukon	1
GENRE	
Homme	35
Femme	63
Préfère ne pas répondre	2
ÂGE	
18 à 24 ans	6
25 à 34 ans	30
35 à 44 ans	30
45 à 54 ans	19
55 à 64 ans	15
65 ans et plus	1
ORIGINE ETHNIQUE	
Blanc	67
Autochtone	11
Noir	8
Hispanique ou latine	1
Asiatique du Sud	9
Je préfère ne pas répondre	3

CATÉGORIE DÉMOGRAPHIQUE**POURCENTAGE****ÉTAT MATRIMONIAL**

Marié(e) ou union de fait	37
Célibataire	37
Dans une relation	8
Divorcé(e) ou séparé(e)	13
Veuf ou veuve	4

EMPLOI

Permanent à temps partiel	14
Permanent à temps plein	36
Contrat temporaire à court terme*	7
Contrat à durée déterminée*	3
Travailleur autonome	13
Sans emploi	8
Travail occasionnel sur appel	12
Je préfère ne pas répondre	7

REVENU ANNUEL

jusqu'à 24 999 \$	25
25 000 à 34 999 \$	25
35 000 à 44 999 \$	18
45 000 à 54 999 \$	13
55 000 à 64 999 \$	6
65 000 \$ ou plus	13

*Contrat à court terme = moins d'un an; contrat à durée déterminée = 1 an ou plus.

L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE CHEZ LES PARTICIPANTS AU PROJET

Pour déterminer si les répondants vivaient dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire, nous avons utilisé le formulaire abrégé à six éléments du Module d'enquête sur la sécurité alimentaire des ménages élaboré par l'Economic Research Service du ministère de l'Agriculture des États-Unis (USDA).² Ce module de six éléments est une version abrégée de la mesure initiale de 18 éléments et il a été largement utilisé dans les recherches américaines et canadiennes. Au Canada, le module complet de 18 éléments a été adapté et mis en œuvre par Santé Canada et Statistique Canada pour les enquêtes nationales, avec un libellé et un cadre conceptuel similaires (Santé Canada, 2007).³ Les réponses indiquent une forte prévalence de difficultés alimentaires chez les participants, et bon nombre d'entre eux ont déclaré de multiples indicateurs d'insécurité alimentaire au cours des 12 derniers mois, comme il est expliqué ci-dessous.

- **87 %** des répondants ont déclaré que les aliments qu'ils achetaient ne duraient pas et qu'ils n'avaient pas les moyens d'en acheter davantage.
- **89 %** des répondants ont déclaré ne pas avoir les moyens de manger des repas équilibrés.
- **73 %** des répondants ont déclaré manger de plus petits repas ou sauter des repas parce qu'il n'y avait pas assez d'argent pour la nourriture.
- **70 %** des répondants ont déclaré ne pas avoir mangé à leur faim en raison d'un manque d'argent.
- **55 %** des répondants ont déclaré qu'au cours des 12 derniers mois, ils ont eu faim, mais n'ont pas mangé plus en raison d'un manque d'argent.

« La hausse du coût de la vie force les individus et les familles à faire des compromis déchirants, où la dignité est sacrifiée juste pour survivre. Le loyer gruge la majeure partie de leurs revenus, laissant peu de place à la nourriture, et encore moins à des repas nutritifs. Les gens sont obligés d'étirer chaque dollar, de remplir les assiettes de féculents au lieu de protéines, de se passer d'articles de toilette ou de mettre en gage leurs trésors juste pour mettre de la nourriture sur la table. Même des changements de politique en apparence mineurs, comme le retrait des sacs d'épicerie gratuits, imposent de nouveaux coûts qui frappent le plus durement les ménages à faible revenu. Pour ceux qui vivent avec de faibles salaires ou des prestations d'invalidité, la survie de base est un combat quotidien, et la nourriture est souvent la dernière priorité après les factures et les impôts. Ce ne sont pas des réalités isolées. Elles reflètent une crise plus profonde de l'abordabilité et un besoin urgent de politiques qui veillent à ce que personne ne soit affamé ou humilié en essayant simplement de s'en sortir. » ~ Dan H., pair chercheur principal

² Economic Research Service, U.S. Department of Agriculture. (2012). *U.S. household food security survey module: Six-item short form*. <https://www.ers.usda.gov/topics/food-nutrition-assistance/food-security-in-the-u-s/survey-tools/>

³ Santé Canada, Bureau de la politique et de la promotion de la nutrition. (2007). *Sécurité alimentaire liée au revenu dans les ménages canadiens*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/aliments-nutrition/surveillance-aliments-nutrition/sondages-sante-nutrition/enquete-sante-collectivites-canadiennes-escc/enquete-sante-collectivites-canadiennes-cycle-2-2-nutrition-2004-securite-alimentaire-liee-revenu-menages-canadiens-sante-canada-2007.html>

« Le loyer représente plus de la moitié de mes revenus, ce qui m’amène à vraiment réévaluer le type d’aliments que je peux [manger]. »

« On peut ajouter plein de chapelure à une boulette de viande avant que les enfants ne s’en aperçoivent. »

« Une femme était en larmes parce qu’elle n’avait pas eu le choix de mettre en gage sa bague de fiançailles, mais c’était ça ou pas de nourriture. »

LA CERCLE VICIEUX DE LA SURVIE AU DÉTRIMENT DU PROGRÈS

« Quand on est en mode survie, on ne pense pas à l’emploi de nos rêves, on pense seulement à ce qui va nous nous nourrir aujourd’hui! »

Les thèmes communs des entrevues montrent que les facteurs qui mènent à l’insécurité alimentaire – par exemple le faible revenu et le manque de soutien adéquat – la perpétuent insidieusement. Les progrès deviennent rares, voire impossibles, lorsque la survie quotidienne gruge toutes les ressources limitées à notre disposition.

« Beaucoup de gens se sentent pris au piège dans un cycle incessant de travail peu rémunéré, puisque le besoin urgent de payer les factures l’emporte sur toute possibilité d’investir dans un avenir meilleur. Le désir de s’améliorer, par la formation, l’éducation ou un changement de carrière, est fort, mais le temps et l’argent sont des luxes qu’ils ne peuvent tout simplement pas se permettre. Cela crée un cercle vicieux de survie, au détriment du progrès, dans lequel il faut prioriser les besoins immédiats plutôt que les objectifs à long terme. Comme l’a observé un pair chercheur, la frustration est palpable : les gens ne manquent pas de motivation, ils manquent d’accès. Lorsque vous peinez à garder la tête hors de l’eau, la vue d’ensemble n’est qu’un idéal lointain, éclipsé par la pression constante de joindre les deux bouts. » ~ Réflexion d’un pair chercheur

LE CYCLE DE LA FAIM

Un élément clé de cette boucle a été décrit comme le « cycle de la faim », une boucle soutenue d'événements et de circonstances qui affectent profondément le bien-être et la capacité d'une personne à s'adapter et à aller de l'avant.

« Il y a des obstacles à chaque virage. »

« En tant que mère monoparentale avec deux adolescents, je dois me débrouiller pour survivre. Tout ce que je fais, c'est travailler pour survivre. »

« Je ne fais que courir après l'argent, sans vraiment pouvoir en profiter. J'espère juste en avoir assez à la fin du mois pour payer toutes mes factures. »

FIGURE 1. Le cycle de la faim



La **figure 1** illustre la nature cyclique de la pauvreté et des facteurs connexes qui l'amplifient. Les participants ont souligné que le cycle commence souvent par une crise. Cette crise mène à l'épuisement des ressources pendant que la personne ou la famille tente de gérer les répercussions immédiates. À mesure que ses ressources diminuent, ses besoins augmentent, ce qui crée d'autres tensions financières et émotionnelles. Ce type de lutte continue pour rester à flot renforce la pauvreté, car il limite les possibilités de rétablissement ou d'amélioration. Au fil du temps, le stress et la maladie rendent les individus plus vulnérables aux crises futures, ce qui perpétue le cycle. La pauvreté se maintient dans une boucle continue de crise, d'épuisement des ressources et de vulnérabilité croissante.

Un lien connexe a été découvert dans une étude de Statistique Canada entre l'insécurité alimentaire et les événements stressants de la vie. L'étude a montré que les personnes qui vivent un événement stressant de la vie, comme la perte d'un emploi ou de revenu, un crime, une blessure, une maladie grave ou un stress familial ou relationnel, courent un risque accru de vivre une plus grande insécurité alimentaire pendant une période de deux ans. L'étude a aussi révélé qu'un adulte qui vit au moins deux événements stressants de la vie est trois fois plus susceptible d'être en situation d'insécurité alimentaire qu'une personne qui n'a vécu aucun événement stressant.⁴

« Pourquoi gaspiller tout cet argent pour agir et essayer d'améliorer la situation quand il y a si peu d'options. »

« Je travaille 40 heures par semaine dans un emploi de premier échelon, et je ne peux pas échapper au cycle. »

« Un thème récurrent des entrevues était le sentiment écrasant que la faim n'est pas le résultat d'un choix personnel, c'est quelque chose que les gens vivent en raison de forces indépendantes de leur volonté. Qu'ils soient nés dans la pauvreté, qu'ils aient vécu une maladie, une blessure, une catastrophe soudaine ou une crise familiale, tous les participants ont expliqué que les circonstances de vie, et non leurs décisions, les ont conduits dans un cycle d'insécurité alimentaire. Une fois pris dans ce cycle, il est extrêmement difficile d'y échapper. De nombreux Canadiens croient que le travail acharné mène à l'autosuffisance, mais ceux avec qui nous avons parlé ont décrit une réalité beaucoup plus dure, marquée par des obstacles incessants. À mesure que les tensions financières s'aggravent, les conséquences émotionnelles s'accroissent également. Plusieurs ont décrit l'augmentation du stress et de l'anxiété, les problèmes de santé mentale devenant un fardeau supplémentaire, transformant la faim en une crise à part entière, pas seulement un symptôme des difficultés. »

~ Réflexion d'un pair chercheur

⁴ El-Hajj, A. et E. Benhin (2021). Association entre la sécurité alimentaire et les événements stressants de la vie pour les adultes canadiens. *Série de documents de recherche de l'Étude longitudinale et internationale sur les adultes*. Statistique Canada. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/89-648-x/89-648-x2021001-fra.htm>

« La vie est devenue tellement imprévisible pour lui. Il ne sait jamais à quel moment il recevra l'assurance-emploi, il ne sait pas quand il y aura d'autres grosses dépenses imprévues et il vit constamment dans l'incertitude. » ~ Réflexion d'un pair chercheur

En plus de l'insécurité alimentaire, les participants vivaient du stress, de l'anxiété, des symptômes dépressifs, des maladies et des situations de handicap. Beaucoup prennent soin de membres de leur famille, y compris de leurs parents vieillissants et de leurs enfants. Certains participants en difficulté ont souligné qu'ils n'avaient pas les moyens de payer pour les services de garde d'enfants nécessaires pour travailler, et qu'ils ne trouvaient pas d'emploi offrant la souplesse et le soutien requis pour concilier tous leurs engagements.

« Elle peut à peine payer ses dépenses quotidiennes dans cette économie, alors elle a dû mettre ses propres rêves et aspirations de côté, car ce n'est pas réaliste sur le plan financier. » ~ Réflexion d'un pair chercheur

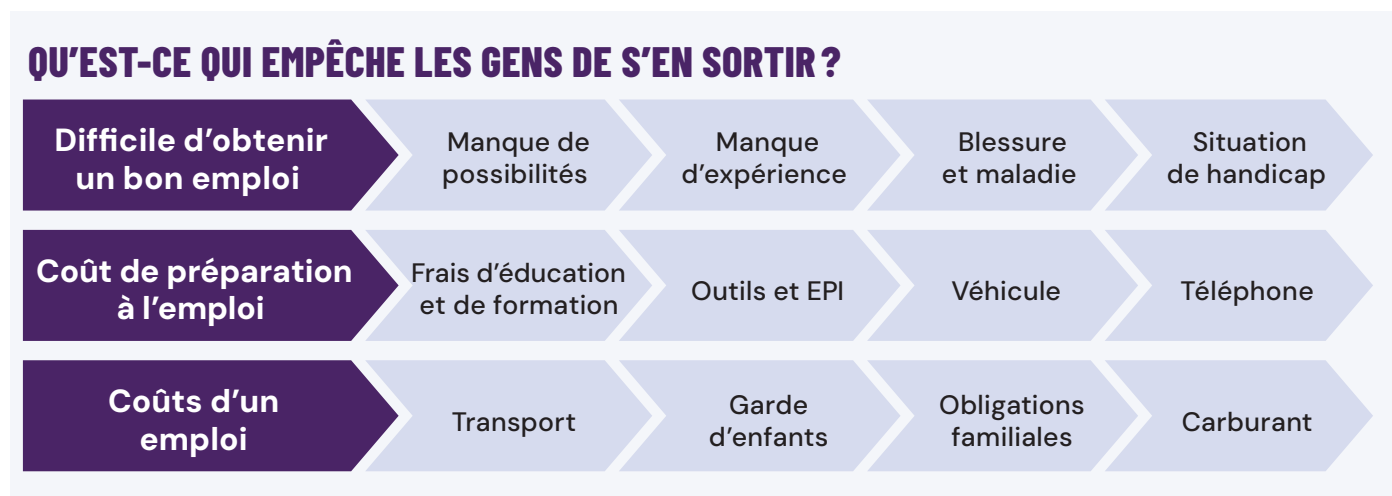
« Elle travaille fort pour garder son emploi et ne pas avoir recours aux programmes sociaux, mais elle a tout essayé. Après notre appel, elle m'a demandé comment s'inscrire à la banque alimentaire. » ~ PR Reflection

AUTRES FACTEURS QUI EMPÊCHENT LES GENS DE S'EN SORTIR

Outre les facteurs susmentionnés, les participants ont expliqué que certains aspects du marché du travail nuisent à leur capacité de progresser.

Ils ont mis de l'avant trois principaux obstacles liés au travail qui les ont empêchés de se sortir d'une situation économique difficile : la difficulté d'obtenir un « bon » emploi, les coûts de préparation à l'emploi et les coûts associés à un emploi (voir la figure 2).

FIGURE 2. Pièges et obstacles liés au travail



De nombreuses personnes ont de la difficulté à obtenir un bon emploi en raison d'un manque de possibilités, d'une expérience limitée, d'une blessure, d'une maladie ou d'un handicap. Même la recherche d'un emploi peut être coûteuse; les coûts des études ou de la formation, des outils ou de l'équipement de protection, d'un véhicule et d'un téléphone sont des défis supplémentaires. De plus, même lorsque les gens trouvent du travail, des dépenses s'ajoutent parce qu'ils doivent payer pour la garde d'enfants et le transport ou le carburant pour se rendre au travail. Ils peuvent aussi avoir des obligations familiales difficiles à concilier lorsqu'ils travaillent. Les récits des participants ont souligné que l'accès inadéquat aux emplois et le fardeau financier lié à la préparation et au maintien de l'emploi peuvent piéger les personnes en difficulté.

Un thème clé chez les répondants du marché du travail qui n'ont pas été en mesure d'améliorer leur situation financière est les coûts associés à la tentative d'obtenir un emploi mieux rémunéré. Ces personnes portaient le double fardeau de ne pas pouvoir s'en sortir et de ne pas pouvoir améliorer leur situation par manque d'argent. L'inabondabilité des produits de première nécessité comme le logement et la nourriture, ainsi que d'autres coûts accessoires comme la garde d'enfants et le transport, a eu une incidence sur la capacité des participants d'obtenir un emploi et de le conserver. Ces défis ont été exacerbés par le taux élevé d'inflation, qui a fait augmenter le coût des produits essentiels comme la nourriture, l'essence et les fournitures pour bébés.

Pour les personnes qui n'ont pas de logement stable, de téléphone ou d'endroit où se laver, les obstacles à l'emploi sont presque insurmontables. Lorsque la survie l'emporte sur la planification à long terme, l'idée de chercher un travail valorisant est un luxe.

« Il faut prioriser ce qui est plus important, manger ou garder un toit au-dessus de sa tête. C'est très difficile. »

« Même en travaillant 40 heures par semaine à un peu plus que le salaire minimum, je peux encore à peine me permettre de payer mon loyer. Comment est-ce que je peux aussi me nourrir? »

« Je vis grâce à ma carte de crédit. Mes dettes ne cessent de grimper. »



L' « EMPLOI IDÉAL » ET LES OBSTACLES POUR L'OBTENIR

Dans la description de leur emploi idéal, les thèmes mentionnés ont mis en évidence ce qu'ils considéreraient comme un « bon » emploi, mais aussi les obstacles susmentionnés. Dans bien des cas, ces barrières étaient étroitement liées. Dix thèmes fondamentaux liés à l'emploi idéal et aux obstacles lors de la recherche ont été cernés.

1. TRAVAIL AUTONOME ET SOUPLESSE

- De nombreuses personnes accordent de l'importance au travail autonome pour la souplesse qu'il leur accorde, surtout en raison des responsabilités familiales (p. ex., l'enseignement à domicile, la prestation de soins). Toutefois, le revenu d'un travailleur autonome est souvent variable malgré de longues heures et il y a peu ou pas de soutien, comme des avantages sociaux, une protection du revenu et des congés payés.
- Un scénario idéal serait le travail autonome avec soutien financier, comme une aide salariale pendant les périodes difficiles.

« Comme travailleur autonome, le travail n'est pas constant. Quand on est payé, il faut surveiller ses dépenses. »

« Donner de l'aide publique aux travailleurs autonomes; il faudrait avoir une pension et des avantages sociaux comme les gens qui sont employés par de grandes entreprises; donner plus de soutien aux gens des milieux ruraux qui travaillent dans les fermes familiales et dans le secteur de la construction parce que nous n'avons pas de soutien. »

2. REVENU FIABLE ET STABLE

- Un revenu constant qui couvre les frais de subsistance de base est une priorité absolue.
- De nombreux répondants ont fait remarquer que le salaire minimum ne suffit pas à vivre, surtout en raison de l'inflation et de l'augmentation des coûts des produits de première nécessité comme le logement, la nourriture et le transport.
- Un scénario idéal serait un poste permanent à temps plein, et non un poste contractuel ou à temps partiel.

« Quand tu ne fais que 17 \$ de l'heure, 3 jours par semaine, ça ne laisse pas grand-chose pour payer les factures et la taxe sur le carbone. Tous les prix ont augmenté. Donc au moment de payer nos dépenses, nous arrivons difficilement, même si je reçois aussi de prestations d'invalidité. La nourriture est au bas de la liste. »

« Le problème, c'est que l'inflation a augmenté, l'épicerie coûte plus cher, l'essence pour la voiture coûte plus cher, les factures ont augmenté, mais nos salaires n'ont pas augmenté [...], c'est donc difficile de joindre les deux bouts. »

« Les salaires n'ont pas suivi l'inflation, on fait donc un pas en avant, deux pas en arrière. »

3. PROXIMITÉ DU TRAVAIL ET DU TRANSPORT

- C'est très important de trouver du travail près de chez soi, car cela réduit les coûts de déplacement et le stress.
- Les transports en commun insuffisants et les coûts élevés de déplacements sont des obstacles majeurs aux meilleurs emplois.
- Un scénario idéal serait un emploi à distance de marche de la maison ou facilement accessible en autobus.

Le transport est un obstacle majeur, mais souvent négligé, à l'emploi, surtout dans les communautés rurales. Faute d'accès à des transports en commun fiables, de nombreuses personnes sont forcées d'avoir un véhicule. Le transport devient alors un fardeau financier important compte tenu des coûts d'achat, d'entretien et de carburant d'un véhicule. Les frais de transport représentent la moitié ou plus de la paie de certains participants, et certains sont entièrement exclus des possibilités d'emploi parce qu'ils n'ont pas les moyens de se payer une voiture ou de l'essence. Le coût élevé des déplacements pour obtenir une certification obligatoire ou pour se rendre au travail au quotidien, combiné à l'augmentation des coûts des produits de première nécessité comme le loyer, les services publics et la nourriture, rend la progression presque impossible, même pour les personnes qui occupent un emploi.

« Le coût de prendre l'auto pour se rendre [au travail] équivaut à la moitié du salaire. »

« Il n'y a pas de transport en commun [dans les régions rurales du Canada]. Je connais beaucoup de gens qui ne trouvent pas d'emploi parce qu'ils n'ont pas les moyens d'acheter et d'entretenir un véhicule. »



4. ÉQUILIBRE TRAVAIL-VIE PERSONNELLE

- De nombreux participants préféreraient un emploi flexible ou à temps partiel pour concilier leurs engagements de soins, de santé ou d'éducation (p. ex., quatre jours par semaine, 30 heures par semaine).
- Les parents, en particulier les mères, cherchent des rôles compatibles avec les horaires de leurs enfants.
- Un scénario idéal décrit par les participants comprenait un horaire flexible et des tâches modifiées dans un contexte d'emploi stable, avec une culture de travail favorable qui tient compte des besoins en matière de soins et de santé et qui fait en sorte que les travailleurs se sentent valorisés plutôt que pénalisés en raison de leur situation.

« Un employeur qui serait assez flexible pour des tâches modifiées. Mais quelque chose de valorisant. »

« Le secteur de l'exploitation pétrolière est dur pour les familles. Je n'étais jamais à la maison, et ça m'a coûté mon mariage. »

« Les services de garde abordables sont des infrastructures aussi nécessaires à l'emploi que les moyens de transport appropriés. »

J'ai eu des offres d'emploi bien rémunéré, mais je ne pouvais les accepter faute de service de garde. »



Les participants ont souligné que les responsabilités familiales comme les soins aux enfants et aux parents vieillissants limitaient leurs options d'emploi. Pour beaucoup, l'absence de services de garde abordables et accessibles les empêche d'accepter et de garder un emploi à temps plein ou mieux rémunéré, particulièrement dans les régions rurales ou mal desservies où les services de garde parascolaires sont inexistants. Le rôle de proche aidant, pour des enfants ou des personnes âgées, oblige les gens, souvent les femmes, à quitter le marché du travail ou limite leurs options d'emploi.

« La garde d'enfants est un obstacle majeur. L'enjeu pour elle, c'est que son enfant n'a que 10 ans et qu'il ne peut être laissé seul longtemps le soir, lorsque le magasin d'alcool est ouvert. Il n'y a pas de services de garde parascolaires dans sa petite communauté. Même si c'était le cas, elle n'en aurait pas les moyens. » ~ Réflexion d'un pair chercheur

5. OBSTACLES EN MATIÈRE D'ÉDUCATION ET DE COMPÉTENCES

- De nombreuses personnes vivent des difficultés liées au coût et à l'accès aux études ou aux formations.
- Des subventions et des parcours de formation plus faciles rendraient le perfectionnement des compétences plus accessible.
- De nombreux participants aimeraient qu'on accorde plus d'importance aux compétences et à l'expérience qu'aux études officielles.
- Dans un système idéal, les travailleurs pourraient se perfectionner ou se perfectionner sans contraintes financières, accéder à des parcours flexibles et entièrement financés pour des rôles mieux rémunérés et voir leur expérience vécue et leurs compétences en cours d'emploi valorisés autant que leurs titres de compétences officiels, ce qui permettrait une réelle mobilité professionnelle tout au long de la vie.

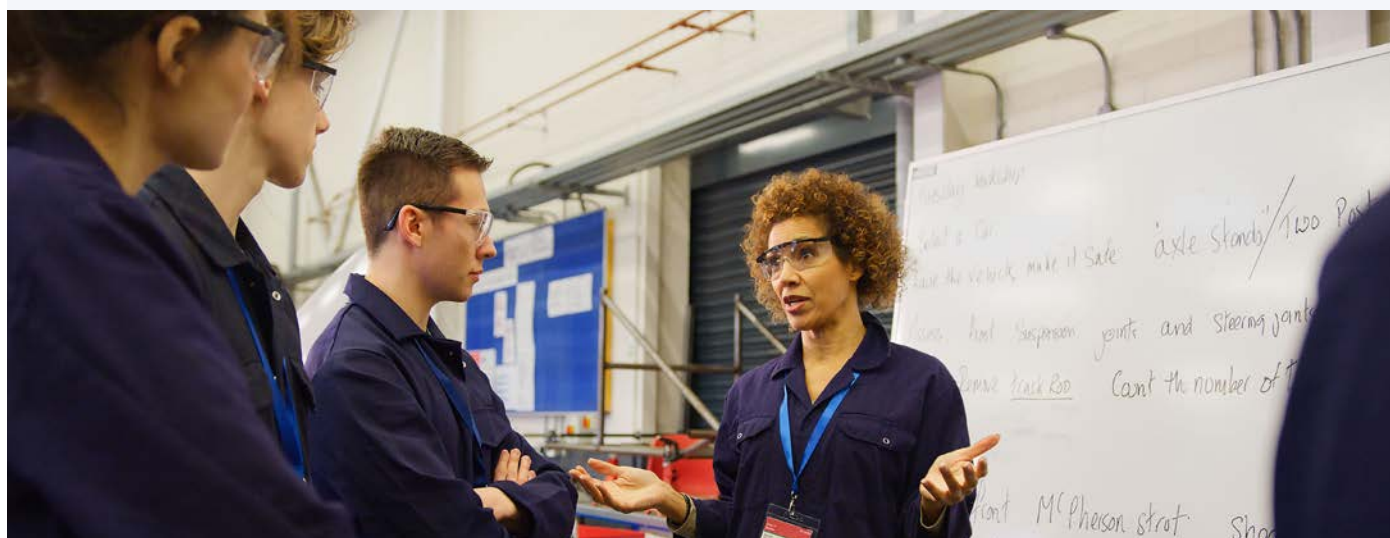
Les recommandations des participants en matière de changement portaient sur des possibilités de formation souples et accessibles, abordables ou entièrement financées, parallèlement à des pratiques d'emploi qui valorisent autant l'expérience vécue, les compétences transférables et l'apprentissage en cours d'emploi que l'éducation formelle.

« Il n'a aucun soutien pour se recycler dans un domaine connexe ou se perfectionner pour gagner plus. » ~ Réflexion d'un pair chercheur

« Elle travaille dans son domaine de formation. Elle n'a aucune certification supplémentaire. Elle fait le même travail depuis 20 ans et n'a jamais eu d'augmentation de salaire ni de prime. En fait, sa charge de travail a augmenté, alors on peut dire que son salaire a diminué. »

~ Réflexion d'un pair chercheur

« [Elle] travaille très fort et de longues heures malgré sa cinquantaine avancée. Elle n'a ni le temps ni l'argent pour suivre une nouvelle formation. Elle est coincée. L'espoir s'effondre. C'est déchirant. » ~ Réflexion d'un pair chercheur



6. MANQUE DE RECONNAISSANCE DES QUALIFICATIONS NON CANADIENNES

- Plusieurs participants ont mentionné qu'ils sont sous-employés et qu'ils occupent des postes qui ne reflètent pas leurs qualifications.
- Les coûts élevés, les longs processus de délivrance de permis et le manque de reconnaissance sont des obstacles importants pour les personnes qui ont suivi une formation ou obtenu une qualification professionnelle à l'extérieur du Canada.
- Les recommandations des participants en matière de changement comprennent des parcours d'accréditation plus rapides et plus abordables.
- Dans un système idéal, les travailleurs formés à l'étranger pourraient faire la transition vers des rôles qui correspondent à leurs qualifications grâce à des processus d'accréditation rapides, abordables et transparents, avec des soutiens linguistiques et une reconnaissance des employeurs qui empêchent les gens d'avoir à recommencer leur carrière à zéro à leur arrivée au Canada.

« Ce n'est pas facile pour moi de trouver un emploi de bureau [...] en raison de la barrière linguistique [...] le salaire est assez bas et le coût des aliments est vraiment élevé. Ce n'est pas facile de trouver un emploi, il faut tout recommencer. Dans mon pays d'origine, j'ai travaillé dans une banque pendant six ans, mais je ne peux pas occuper un emploi similaire ici. »

7. BESOINS EN MATIÈRE DE HANDICAP ET DE SANTÉ

- Les personnes en situation de handicap recherchent des employeurs souples et compréhensifs et un travail moins exigeant physiquement.
- La santé mentale et les problèmes physiques chroniques nécessitent des mesures d'adaptation au travail.
- Certains participants veulent un travail significatif à temps partiel qui répond à leurs besoins.
- Dans un système idéal, les personnes en situation de handicap et ayant des problèmes de santé chroniques pourraient avoir accès à un emploi stable, rémunéré adéquatement et souple grâce à des mesures d'adaptation intégrées, appuyées par des prestations d'invalidité et de revenu suffisantes, faciles à naviguer et compatibles avec le travail à temps partiel ou épisodique, assurant ainsi la stabilité financière sans sacrifier les responsabilités en matière de santé ou de prestation de soins.

« Le salaire minimum est vraiment insuffisant pour payer toutes les factures et acheter de la nourriture. Vous serez en retard sur le loyer ou sur l'électricité pour avoir de la nourriture. »

De nombreuses personnes en situation de handicap font face à des obstacles systémiques qui limitent leur capacité de trouver et de conserver un emploi valorisant. Les emplois à temps partiel peu rémunérés ne paient pas assez pour couvrir les dépenses de base, d'autant plus que l'inflation continue d'augmenter le coût des produits essentiels comme le logement, la nourriture et l'électricité. Les prestations d'invalidité et d'aide sociale sont souvent insuffisantes pour assurer la stabilité financière ou favoriser le retour sur le marché du travail. L'accès à ces mesures de soutien peut également être difficile, car les processus de demande sont complexes et comportent de longs temps d'attente.

Si une personne se blesse dans le cadre d'un emploi non déclaré, elle n'a pas droit à l'indemnisation pour un accident de travail, ce qui amplifie son insécurité financière. Cette réalité affecte de façon disproportionnée pour les proches aidants et les parents de jeunes enfants. Parmi les recommandations des participants, mentionnons l'accès à un emploi stable et adéquatement rémunéré assorti de mesures d'adaptation appropriées en milieu de travail, de mesures d'aide aux personnes en situation de handicap et au revenu suffisant, accessibles et suffisamment souples pour soutenir à la fois la stabilité financière et la participation au marché du travail.

« Elle travaillait pour un restaurant qui la payait sous la table. Elle s'est blessée au travail, mais comme il ne s'agissait pas d'un emploi documenté, elle ne pouvait pas obtenir d'indemnisation pour un accident de travail. » ~ Réflexion d'un pair chercheur

« Sa disponibilité au travail est limitée parce qu'elle s'occupe de sa mère atteinte de démence et qu'elle a peu de soutien. » ~ Réflexion d'un pair chercheur

8. DIGNITÉ ET ÉPANOUISSEMENT

- De nombreux participants veulent des emplois qui leur procurent un épanouissement personnel et leur donnent un sentiment de dignité et de contribution, pas seulement un emploi de survie.
- Un scénario idéal serait un emploi dans un environnement favorable où ils sont valorisés pour leurs efforts et leurs compétences.

« Un employeur qui serait assez flexible pour des tâches modifiées. Mais quelque chose de valorisant. »

« Je suis sincèrement très reconnaissante depuis que je travaille ici parce que c'est l'environnement de travail le plus solidaire de ma vie... C'est vraiment difficile et stressant, mais nous sommes tous là les uns pour les autres, c'est ce qui compte. »



9. OBSTACLES SYSTÉMIQUES ET PRATIQUES D'EMPLOI

- Les préoccupations concernant les agences de placement temporaire, les pratiques d'exploitation et le manque d'avantages sont nombreuses.
- Les chercheurs d'emploi se sentent souvent découragés, surtout ceux qui vivent dans la pauvreté ou qui n'ont pas de diplôme. Cela affecte leur estime de soi et leur motivation.
- Les participants ont indiqué qu'ils voulaient des pratiques d'embauche plus humaines et inclusives.
- Dans un système idéal, les chercheurs d'emploi pourraient avoir accès à des processus d'embauche équitables et transparents qui valorisent le potentiel, l'expérience vécue et les compétences transférables, offrent un emploi stable assorti d'avantages sociaux et favorisent la dignité et la confiance plutôt que le découragement ou l'exclusion.

Ces défis ont pesé lourd sur les participants. Certains ont mentionné qu'ils se sentaient frustrés et ont souligné qu'ils avaient une incidence sur leur estime de soi et leur confiance.

« L'emploi que j'ai actuellement n'était pas offert à l'époque, ils offraient un emploi à temps partiel qui ne payait pas très bien, mais dans le domaine que je voulais. Je n'avais pas confiance en mes chances, j'osais à peine postuler parce que quand on vit dans la pauvreté, notre estime de soi diminue tellement. J'avais juste l'impression d'avoir très peu de choses à offrir et je croyais qu'ils ne retiendraient pas ma candidature de toute façon, aussi bien ne pas postuler. »

10. DES ESPOIRS POUR L'AVENIR

Voici ce que les participants recherchent :

- Emplois stables avec heures garanties
- Salaires équitables qui suivent le coût de la vie
- Éducation et formations accessibles
- Emplois alignés aux valeurs personnelles et aux intérêts, et incidence communautaire
- Dans un système idéal, les gens pourraient obtenir un emploi stable, avec une rémunération équitable, des heures garanties, des voies abordables de perfectionnement des compétences, des possibilités qui correspondent à leurs valeurs et à leurs intérêts, et des contributions à leur communauté.



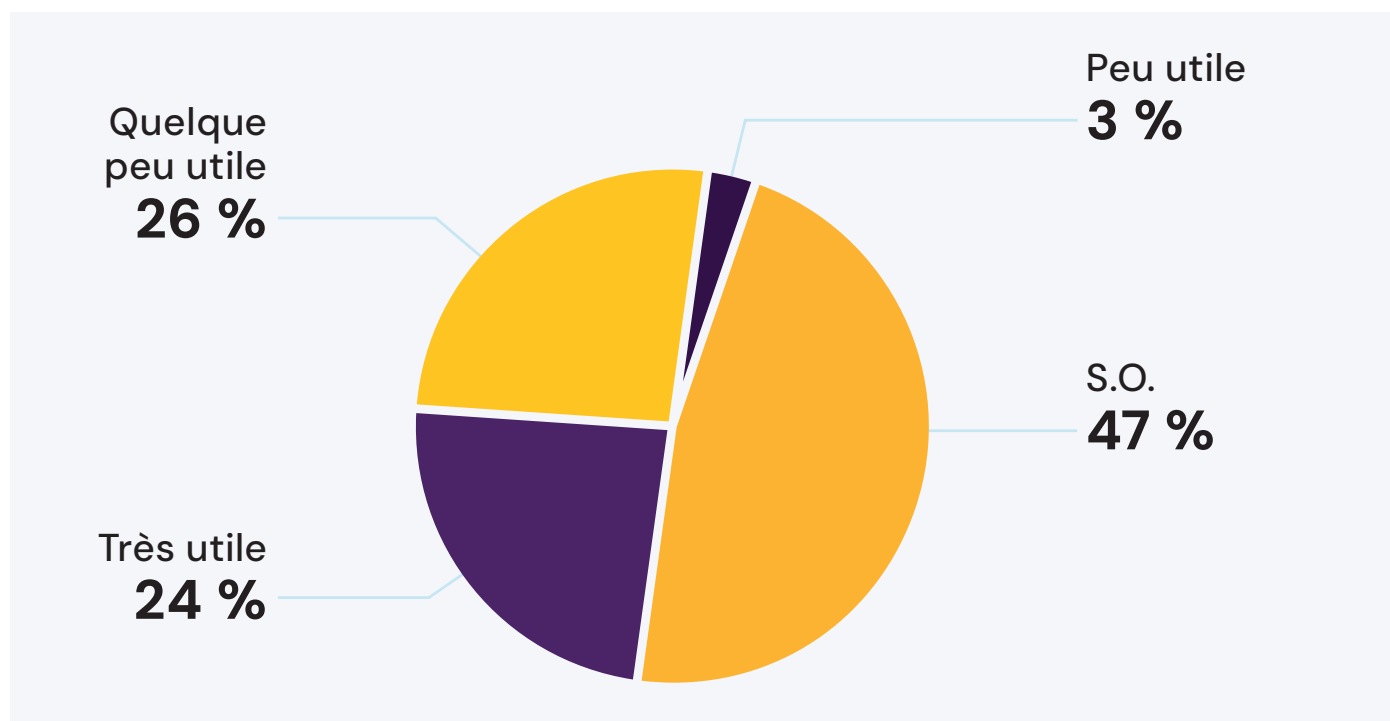
ACCÈS AUX PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX

Une constatation majeure de ce projet était que la plupart des participants n'avaient pas eu accès aux programmes de soutien gouvernementaux, même s'ils faisaient face à de nombreux défis. Beaucoup n'étaient pas au courant du soutien qui leur était offert ou trouvaient le processus de demande complexe.

« Je ne pouvais pas croire qu'en gros, la moitié de nos participants n'avaient accès à aucun programme gouvernemental. Pourquoi ne demandent-ils pas de l'aide? Parfois, la réponse se trouve dans les données manquantes. » ~ Réflexion d'un pair chercheur

Parmi les participants, 48 % ont indiqué n'avoir eu droit à aucun programme de soutien gouvernemental; 18 % ont déclaré avoir eu accès à l'assurance-emploi (AE), 13 % ont déclaré avoir reçu de l'aide sociale provinciale, 9 % ont eu accès à l'aide provinciale pour les personnes en situation de handicap et 3 % ont déclaré avoir eu droit à l'allocation canadienne pour les travailleurs, une prestation conçue spécialement pour les personnes qui travaillent, mais qui ont un faible revenu.

FIGURE 3. Évaluation de l'utilité des programmes gouvernementaux par les participants



Les participants ont fait part de leurs réflexions sur l'utilité des programmes de soutien gouvernementaux (voir la figure 3). Étant donné que la plupart n'y avaient pas eu accès, la réponse la plus courante était « ne s'applique pas ».

Les personnes qui ont trouvé les programmes utiles ont mentionné les soutiens provisoires comme l'assurance-emploi, la formation et les crédits d'impôt.

« Les crédits d'impôt [ont aidé] pour certains programmes auxquels les enfants participaient, mais à l'âge de 16 ans, on ne peut plus en faire la demande. »

« Les programmes de soins de santé pour les personnes à faible revenu aident vraiment les familles avec enfants. »

« Ne retirez pas les prestations d'invalidité de mon épouse si je gagne plus d'argent. »

Les participants ont dit que ces programmes n'étaient pas utiles sur le plan de la quantité et de la durée. Certains ont également souligné qu'ils perdaient du soutien financier s'ils travaillaient et estimaient que les programmes ne se souciaient pas d'eux.

Un programme a été mis en place pour encourager les employeurs à embaucher des jeunes, mais ceux dont l'âge dépassait la limite ont vu leurs perspectives d'emploi limitées. Bien que le financement des certificats et de la formation existe, il ne couvre pas les études supérieures comme un baccalauréat.

Les participants ont remarqué que les programmes sont difficiles d'accès et qu'ils sont généralement inadéquats tant sur les plans financier que pratique. L'admissibilité et l'accessibilité aux programmes ont été mentionnées par les répondants comme des obstacles. Certains disaient avoir été exclus en raison de leurs revenus ou parce que leur conjoint travaillait.

Les participants ont également décrit les obstacles liés aux handicaps et à l'exclusion technologique. Devant l'évolution rapide de la technologie, de nombreuses personnes, en particulier les personnes âgées et celles qui n'ont pas un accès Internet fiable, ont déclaré avoir de la difficulté à accéder à l'éducation, aux programmes gouvernementaux ou aux services essentiels. Les soutiens gouvernementaux étaient souvent décrits comme difficiles d'accès en raison de processus de demande complexes, de seuils d'admissibilité stricts et de montants de prestations insuffisants pour répondre aux besoins de base. Les participants ont décrit en outre les difficultés à naviguer dans les systèmes de soutien. Ils sont fragmentés entre de multiples programmes et organismes, ce qui contribue à la confusion et à la difficulté de repérer les ressources appropriées en période de crise.

« Les obstacles et les formalités administratives sont difficiles à surmonter lorsque vous avez besoin de l'aide du gouvernement. »

« Il est difficile [...] d'obtenir les prestations gouvernementales nécessaires, et une fois que vous les obtenez, c'est toujours moins que ce dont vous avez [besoin]. »

LA VOIE À SUIVRE

Lorsqu'on leur a demandé ce que les décideurs et le gouvernement peuvent faire pour aider les gens à trouver leur emploi idéal, les participants ont principalement mentionné le contrôle de l'inflation et la réduction des impôts qui amplifient leurs difficultés quotidiennes, l'offre d'un soutien lié au travail, l'élargissement du soutien du revenu et l'élimination des obstacles d'accès.

« Le gouvernement a aussi un grand rôle à jouer ici. Tous ceux qui éprouvent des difficultés financières et des problèmes d'abordabilité devraient recevoir des aliments de base, parce qu'un environnement sain réduit le nombre de visites à l'hôpital, la pauvreté et le vol. » ~ Citation d'un pair chercheur

« Je vois un thème récurrent : des personnes sont coincées dans des emplois peu rémunérés, mais elles seraient en mesure d'améliorer leur situation si elles recevaient simplement le soutien individualisé dont elles ont besoin (p. ex., garde d'enfants, soins aux aînés, formation, transport rémunéré, etc.). » ~ Réflexion d'un pair chercheur

CONTRÔLER L'INFLATION ET LES IMPÔTS

En parlant de leurs difficultés financières, les participants ont souvent mentionné que les impôts contribuaient à leurs difficultés. Pour les personnes à faible revenu, le fait de payer des impôts sur les essentiels du quotidien a des répercussions importantes sur leur budget. Même de petits changements de politique, comme l'interdiction des sacs de plastique à usage unique, peuvent avoir des conséquences financières imprévues pour ceux qui sont déjà en difficulté.

« Quand chaque dollar compte, le retrait des sacs d'épicerie gratuits est un coup dur. Je réutilisais mes sacs d'épicerie comme sacs à ordures dans ma cuisine et ma salle de bain. Maintenant, je dois acheter des sacs de poubelle. »

« Le gouvernement devrait prendre des mesures pour contrôler l'inflation, un facteur majeur de la hausse des prix des aliments. »

« Contrôler les prix des produits essentiels atténuerait la pression exercée sur les Canadiens. »

AMÉLIORER LE SOUTIEN LIÉ AU TRAVAIL

Les participants ont fait remarquer que le gouvernement devrait faire davantage pour aider à régler les problèmes liés au travail. Ils ont proposé des stratégies comme la création d'un plus grand nombre d'emplois, y compris pour les nouveaux diplômés et les collectivités mal desservies, l'offre de formation et de reconnaissance professionnelle pour les travailleurs qualifiés, l'offre de soutien aux personnes en recherche d'emploi et la sensibilisation aux options de soutien disponibles afin qu'elles soient véritablement accessibles, et la surveillance des employeurs pour s'assurer qu'ils adoptent des pratiques d'embauche équitables.

Les participants ont également mentionné que les réformes des politiques devraient tenir compte des besoins des aidants naturels, des personnes en situation de handicap et des personnes aux prises avec des difficultés économiques en offrant des mesures de soutien ciblées comme la garde d'enfants, le logement, le transport et l'aide alimentaire.

« Il faut créer plus d'emplois au Canada qui soutiendront l'économie locale. »

Le soutien au **perfectionnement** ou à la **formation** pour des compétences qui sont en demande sur le marché du travail actuel a été mentionné par les participants. Certains nouveaux arrivants au Canada ont déclaré ne pas être en mesure de trouver du travail dans leur domaine. Par conséquent, ils occupaient des emplois moins bien rémunérés, sans lien avec leurs études et leur expertise.

« Offrir de la formation et de l'éducation rémunérées; mettre des ressources à la disposition de tous et sensibiliser les gens à la façon d'obtenir plus de soutien – ce n'est pas communiqué et c'est difficile d'être admissible à certaines activités. »

« Fournir du soutien aux personnes qui ne sont pas en mesure de travailler à temps plein pour quelque raison que ce soit (garde d'enfants, soins aux personnes âgées, etc.); si des politiques étaient en place pour aider les personnes qui s'occupent de malades ou de personnes âgées à la maison, cela leur permettrait de travailler à temps plein. »

« Offrir davantage d'incitatifs au travail et améliorer la situation professionnelle des gens en adoptant des politiques pour les soutenir dans leur quête d'un meilleur emploi (c.-à-d. logement abordable, rémunération des études et du transport, soutien alimentaire, etc.). »

ÉLARGIR LE SOUTIEN DU REVENU ET ÉLIMINER LES OBSTACLES À L'ACCÈS

Les participants estimaient que le salaire minimum ne suit pas l'inflation et ils suggèrent un plafond sur le coût des services publics, du loyer et de la nourriture, ainsi qu'un revenu de base universel, un soutien social accru et de l'aide pour les coûts de logement. La hausse de l'inflation a fait en sorte que les travailleurs ont du mal à joindre les deux bouts; les salaires stagnent et sont de plus en plus insuffisants pour couvrir les dépenses de base. Les personnes qui reçoivent des prestations d'invalidité estiment que le soutien actuel est inadéquat; bon nombre d'entre elles ne sont pas en mesure de payer leurs factures essentielles.

On suggère notamment au gouvernement d'essayer d'augmenter la rémunération horaire des travailleurs pour tenir compte du coût de la vie actuel.

« Un programme de revenu garanti semble être une excellente idée. »

« Nous avons obtenu une augmentation de 2 %, mais dans l'ensemble, cela ne représente peut-être que 35 \$ par chèque de paie. Donc, même avec les augmentations, cela ne couvre pas le coût de la vie. »

« Augmenter le salaire minimum pour que nous puissions nous nourrir. »

« Je reçois actuellement des prestations d'invalidité et ce n'est pas suffisant pour payer toutes les factures. »

« Le gouvernement devrait donner plus aux personnes qui reçoivent des prestations du POSPH pour se nourrir, parce que tout est si cher en ce moment et qu'elles ne peuvent rien s'acheter. »

Parmi les autres suggestions, mentionnons le **soutien à la gestion des coûts accessoires** qui ont une incidence sur la capacité des gens d'obtenir un emploi et de le garder (transport, garde d'enfants, nourriture) et les modifications aux programmes gouvernementaux actuels, comme les programmes de soutien aux personnes en situation de handicap, qui sont limités et difficiles d'accès. Les participants ont également indiqué qu'il serait utile d'**éliminer les obstacles** pour les personnes qui occupent un emploi, mais qui ont encore besoin de divers programmes gouvernementaux.



CONCLUSION

« Le gouvernement devrait considérer les personnes comme leur plus grand atout [...] si elles recevaient un meilleur soutien tout en essayant d'améliorer leur potentiel de revenu grâce aux études, elles seraient en mesure de payer des impôts et de terminer leurs études plus tôt, ce qui redonnerait davantage aux programmes qu'elles ont dû utiliser dans le passé. » ~ Réflexion d'un pair chercheur

Les conclusions du projet de recherche communautaire mettent en lumière les difficultés souvent négligées des personnes qui occupent un emploi, mais qui continuent de vivre de l'insécurité alimentaire et des crises qui menacent leur bien-être. De nombreux participants ont déclaré ne pas gagner suffisamment dans le cadre de leur emploi pour couvrir leurs besoins de base, soulignant des écarts systémiques dans les salaires, le logement abordable et l'accès aux services de soutien. Leurs expériences révèlent que l'emploi à lui seul ne garantit ni stabilité ni sécurité alimentaire, surtout en période de crise personnelle ou économique. Ces constatations soulignent le besoin urgent de miser sur les filets de sécurité, les interventions communautaires et les changements de politiques qui appuient les travailleurs et les familles.

De plus, la recherche rappelle l'importance d'écouter les expériences vécues pour créer des solutions plus efficaces et équitables. Les participants ont clairement exprimé le besoin de systèmes de soutien plus réactifs, accessibles, respectueux et adaptés aux réalités des travailleurs aux prises avec des difficultés. Ce projet met non seulement en lumière des défis cachés, mais demande aussi une réponse collective du gouvernement, des organismes communautaires et des employeurs. La résolution de ces problèmes complexes nécessitera un engagement et une collaboration à long terme. Pour ce faire, il faut d'abord reconnaître que l'insécurité alimentaire chez les travailleurs est un échec systémique et que nous avons tous un rôle à jouer pour remédier à la situation.

« Les temps ont changé et les prix ont bondi au-delà des salaires. Ces problèmes peuvent être réglés pour aider les travailleurs canadiens à se payer des produits de première nécessité comme la nourriture et le logement et à vivre au-delà de la simple survie. Le gouvernement doit investir de l'argent là où il y a des problèmes. »

REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier sincèrement nos pairs chercheurs pour leur dévouement, leur perspicacité et leur partenariat tout au long de ce projet. Vos contributions ont été inestimables pour façonner la recherche et amplifier les voix de la communauté. Nous sommes également profondément reconnaissants envers les participants qui ont raconté leurs expériences avec honnêteté et courage. Vos histoires sont au cœur de ce travail, et votre volonté de prendre la parole contribue à des changements significatifs.

La recherche incluse dans ce rapport a été financée en partie par la Fondation Walmart et l'Enterprise Mobility Foundation. Les constatations, conclusions et recommandations présentées dans le présent rapport sont celles de Banques alimentaires Canada seulement et ne reflètent pas nécessairement les opinions de la Fondation Walmart et de l'Enterprise Mobility Foundation.





Food Banks
Canada

Banques
alimentaires
Canada

[foodbankscanada.ca](https://www.foodbankscanada.ca)

f  in  @foodbankscanada